

Taxe d'accise

Pendant la période des questions, le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a cité quelques chiffres renversants. Si l'on n'a pas sous les yeux des données fournies par une source indépendante, il est difficile de croire que la situation économique au Canada se soit détériorée à un tel point.

Je sais, monsieur l'Orateur, que vous savez vous-même et que deux ou trois autres députés, qui devraient retirer leurs muselières et dire ce qu'ils pensent vraiment, savent aussi que même si les salaires moyens n'ont augmenté que de 150 p. 100 depuis dix ans, les impôts directs perçus sur les mêmes travailleurs par le gouvernement du Canada ont triplé pendant la même période. Je sais que mon honorable ami, le député de Revelstoke, qui est assis à mes côtés, sait et que d'autres députés savent que, pendant la même période, les bénéfices des banques, que le président de la Banque royale et le gouverneur de la Banque du Canada semblent trouver justes et raisonnables, ont augmenté de 210 p. 100. Je rappelle que, pendant ce temps, les salaires ont augmenté de 150 p. 100 et que les impôts ont triplé. Pendant cette période de dix ans, les bénéfices des banques ont augmenté de 210 p. 100. Savez-vous de combien les impôts des banques ont augmenté pendant cette période? De 14 p. 100.

Comment le gouvernement peut-il présenter une telle mesure et imposer un tel fardeau aux Canadiens qui n'ont franchement pas les moyens d'assumer ce fardeau ou de respecter les dispositions du bill? D'une part, le gouvernement ne fait rien pour aider les travailleurs canadiens, qu'il saigne à blanc sans se préoccuper de savoir s'ils ont les moyens de subsister, et d'autre part, il ferme les yeux sur le fait que les impôts payés par les banques, qui ont pu profiter injustement de la spirale inflationniste à cause de la politique du gouvernement actuel et de son prédécesseur ainsi que de l'appui scandaleux que cette politique reçoit du gouverneur de la Banque du Canada et des présidents de nos banques, n'ont augmenté que d'environ 10 p. 100 depuis dix ans. Ces personnes qui récoltent une si grande partie des profits depuis dix ans, qui touchent des traitements, qui je dois le dire, dépassent largement les salaires moyens des ouvriers qui, huit heures par jour, 40 heures par semaine et 50 semaines par année travaillent à la fabrication de produits qu'on devrait pouvoir vendre dans le pays et partout dans le monde, ces gens qui ont tant profité de la politique du gouvernement et qui ont été soutenus presque inconditionnellement, n'ont connu qu'une hausse de 14 p. 100 de leur fardeau fiscal.

M. Knowles: Ce n'est pas un fardeau.

M. Deans: Comme mon collègue le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles) le dit avec raison, ce n'est pas un fardeau. Monsieur l'Orateur, vous avez entendu, tout comme moi, mon collègue, le député de Winnipeg-Nord-Centre discourir depuis des années pour faire connaître au gouvernement la triste situation des retraités du Canada, pour lui demander jour après jour de comprendre que ces personnes ne peuvent supporter la hausse constante du coût de la vie, qu'elles ne peuvent résister à la spirale inflationniste qui leur porte un dur coup à tous les points de vue parce qu'elles ne touchent pas de retraites suffisantes. Il en parle chaque jour et le gouvernement reste sourd à ses instances.

A quoi sert la Chambre des communes si nous ne pouvons régler les grands problèmes qui se posent pour le citoyen ordinaire partout dans le pays? Que disons-nous aujourd'hui

aux gens qui doivent abandonner leur maison, non pas parce qu'ils ne veulent pas y vivre ni parce qu'ils n'ont pas travaillé dur tous les jours et qu'ils n'ont pas fait d'efforts, mais parce que nous, qui siégeons à la Chambre des communes, n'avons aucun moyen de contenir la politique du gouvernement actuel qui semble décidé et déterminé à saper la trame même de l'économie du pays et à ruiner les gens qui y habitent? Je vous dis, monsieur l'Orateur, que cette situation doit se retrouver dans votre circonscription tout comme dans la mienne et dans celle de la plupart des autres députés, et vous avez sans doute vu de ces jeunes ménages qui ont presque donné tout ce qu'ils avaient pour s'acheter une maison qu'ils pouvaient tout juste espérer pouvoir payer et qui par la suite, ont dû faire face à une hausse si considérable des taux d'intérêt qu'ils ont dû non seulement abandonner leur maison mais aussi ce qu'ils y avaient investi parce que les taux d'intérêt actuels sont si élevés qu'ils ne peuvent trouver d'acheteurs. Les gens qui vivent dans la même localité n'avaient pas les moyens non plus d'assumer le fardeau d'une hypothèque. Comment se fait-il que la Chambre des communes n'ait pas le temps de parler de ce problème important? Pourquoi ne nous est-il pas possible de tenir un débat sur ce qui pourrait et devrait se faire pour tâcher de résoudre ce problème, alors que nous trouvons le temps de parler d'une taxe d'accise qui suscitera des difficultés encore plus grandes? Nous devrions tâcher de trouver des solutions aux problèmes déjà existants.

● (2030)

M. Young: Nous reconnaissons bien là les libéraux.

M. Deans: Comme le dit mon collègue, le député de Beaches (M. Young), «Nous reconnaissons bien là les libéraux», et, je le suppose, si nous y réfléchissons bien et revenons en arrière, nous ne pouvons que reconnaître là l'histoire du parti libéral. Il a toujours dit beaucoup de belles choses, mais quand vient le temps de passer aux actes, ses réalisations ne répondent jamais aux attentes qu'il a suscitées.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) ne devrait pas tarder à introduire une forme quelconque de contrôle sur les salaires. Comme je l'ai fait remarquer tout à l'heure, les salariés perdent du terrain depuis quatre ans. Les salaires des travailleurs augmentent moins vite que le coût de la vie. Cela s'est produit quatre années de suite, et pourtant, le ministre des Finances, épaulé par le gouverneur de la Banque du Canada, a l'audace...

M. Rae: L'effronterie.

M. Deans: ... ou l'effronterie de dire que les travailleurs, dont les salaires sont distancés par l'inflation, sont en quelque sorte responsables de l'inflation qui nous afflige et qu'il prendra des mesures. Il appliquera l'indexation des impôts ou le contrôle direct des salaires, comme il le voudra; le fait est qu'il va restreindre encore plus la rémunération des travailleurs, tout en laissant les banques libres de fonctionner comme elles l'ont toujours fait. Avec la complicité de la Banque du Canada et du gouvernement du Canada, les banques ont fait monter les prix encore et encore. Elles ont opté pour une politique qui a acculé à la faillite un nombre sans précédent de petites entreprises depuis deux ans. Elles ont délibérément acculé à la faillite un nombre sans précédent de petites entreprises agricoles dans tout le pays au cours des deux dernières années. Elles ont décidé que certains devront sombrer. Inévitablement ceux